



L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Notre école, faisons-la ensemble ... mais pas avec eux : Boycottons !

Les personnels enseignants de l'Éducation Nationale de l'académie de Montpellier ont reçu le 30 septembre un courriel de Mme la rectrice pour lancer l'opération « faire notre école ensemble », volet éducation du honteusement nommé Conseil National de la Refondation (CNR) lancé par Emmanuel Macron.

Derrière la novlangue managériale, les objectifs, même flous, se placent dans la droite ligne des expérimentations lancées à Marseille l'an dernier : **aller vers l'autonomie des établissements, créer de nouvelles strates hiérarchiques, étendre le pilotage par les évaluations nationales et limiter notre liberté pédagogique, mettre en concurrence les équipes et les établissements, ouvrir l'éducation aux entreprises.**

L'étape 1 est lancée mais on nous prévient : « ce n'est pas un grand débat sur l'avenir de l'école » ; l'heure est à la concertation pour le « bien-être des élèves et [...] réduire les inégalités ». Il ne faudrait surtout pas que nous l'ouvrons.

Et pour cause, nous savons ce dont nous avons besoin pour le bien être des élèves et réduire les inégalités : des enseignant·e·s formées aux pédagogies émancipatrices à mettre devant chaque élève ; l'arrêt des injonctions hiérarchiques aussi souvent nuisibles que contradictoires ; des postes de remplaçant·e·s ; l'arrêt de la précarité dans l'éducation ; des moyens pour faire vivre l'école inclusive ; un vrai statut pour les AESH avec de vraies formations et une paye décente, etc. La liste est longue et c'est à peu près l'inverse de ce que font Macron et ses gouvernements depuis plus de 5 ans. Quel cynisme !

Aussi précisons-le, malgré les pressions hiérarchiques qui ne manqueront pas : cette expérimentation est sur la base du volontariat. Nous appelons donc les personnels à boycotter ce dispositif et à dissuader d'y participer les collègues qui voudraient s'y lancer.

Car ce dispositif permet de solliciter le financement de projets pédagogiques : un fond de 500 millions d'euros sur le quinquennat a été créé. Pour financer des projets pour les élèves, certaines équipes vont être tentées d'y participer. On peut aussi penser que la part modulable du salaire des enseignant·e·s que le gouvernement veut mettre en place va dépendre de la participation à ce genre d'initiatives : **refusons cette concurrence entre tout·e·s et revendiquons des moyens égalitaires pour l'éducation ; ne participons pas à scier ce qu'il reste de service public ; au contraire résistons !**